COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 25 DECEMBRE 1982 — N° 189 — PRIX : ANTILLES 2 F. FRANCE 3 F.

Editorial

RETOURS FRÉQUENTS ET MASSIFS DES ANTILLAIS ÉMIGRÉS. SIGNES DE L'INADAPTATION A LA VIE EN FRANCE.

La compagnie Air-France a augmenté le nombre de vols par jour, durant toute cette période de fêtes de fin d'année. Il faut compter près de 4 boeings qui font la ligne quotidiennement entre Paris et les Antilles cela signifie qu'Air France fera d'énormes profits, alors que les conditions de transport demeurent toujours aussi médiocres.

Malgré cela, malgré le coût élevé du voyage, la clientèle est importante puisque des vols supplémentaires sont nécessaires. Cela se comprend car il y a une véritable ruée des antillais émigrés en France, vers leur pays. La grande majorité des passagers sont en effet des Guadeloupéens des Martiniquais et des Guyanais. Ce retour pour quelques jours est précieux pour ces Antillais qui vivent toute l'année dans un pays qu'ils ne considèrent pas comme le leur.

Car, c'est parce qu'ils ont été obligés de partir pour trouver un emploi qu'ils se retrouvent en France, éloignés de leur famille et coupés de leurs habitudes de vie. Ces habitudes ils désirent les retrouver même pour quelques jours. Ils viennent se «retremper» pour se sentir moralement regonflés.

A cause de la différence de vie qui existe entre les Antilles et la France tant sur le plan du climat, des rapports humains ou sur le plan culturel, les Antillais de l'émigration n'arrivent pas à s'assimiler, ni pour beaucoup à se sentir à l'aise. Pourquoi éprouvent-ils le besoin de revenir aussi nombreux à chaque vacances.

C'est parce que la société dans laquelle ils vivent en émigration est bien sûr une société fondée sur l'exploitation et le profit. C'est une société qui ne peut offrir que des rapports humains d'une pauvreté désolante.

La société capitaliste même dans ses régions les plus développées est bien incapable de rendre réellement heureux ceux qui y vivent et y travaillent. Et la méfiance, la xénophobie voire le racisme qui s'instaurent entre les individus d'origine, de couleurs différentes ou tout simplement d'habitudes différentes sont des conséquences de limites étroites sous le capitalisme.

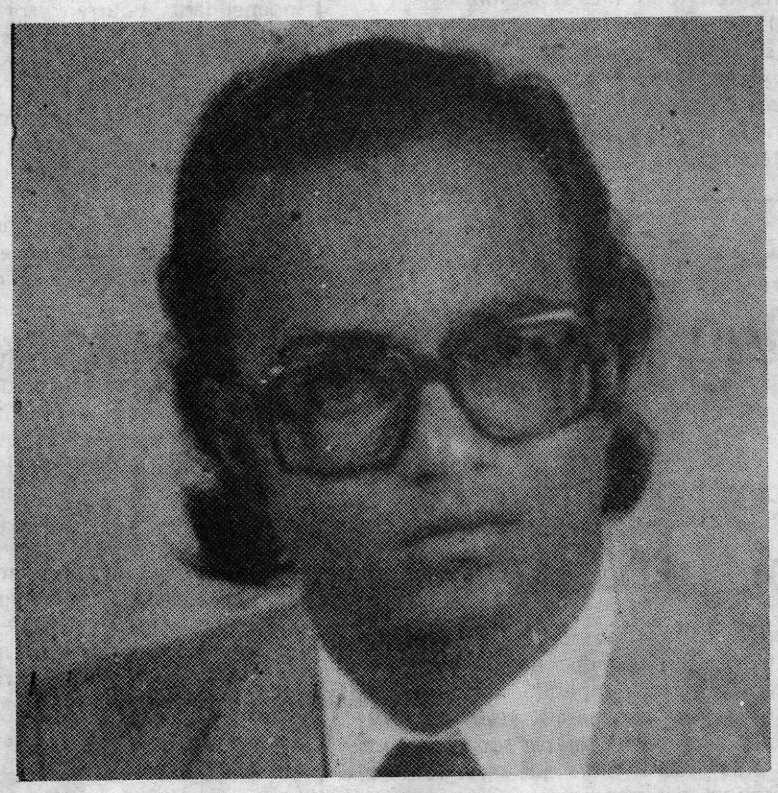
On peut comprendre pourquoi des milliers de gens, des émigrés, fuient dès qu'ils le peuvent la Métropole industrielle, riche et développée pour revenir dans leur pays pauvre et peu développé.

Mais la nostalgie ou l'amour du pays n'expliquent pas tout. Il n'est pas dit que dans une autre société les hommes n'éprouveront pas au contraire la soif de voyager de connaître d'autres gens et d'autres habitudes de vie que ceux qu'ils connaissent déjà au lieu de rechercher dans leur pays natal (comme ils le font aussi dans la famille) un refuge contre la dureté de la vie dans la société actuelle, en particulier dans les régions les plus développées du globe.

Le capitalisme a conduit au développement technique et à d'immenses progrès scientifiques qui ont conduit à des progrès immenses de l'humanité. Mais sa période de progrès est terminée depuis longtemps. Aujourd'hui, elle empêche que les acquis de cette science et les bienfaits de cette culture soient répartis sur toute l'humanité.

GUADELOUPE

MOUTOUSSAMY DEÇU... DES ILLUSIONS SEMEES PAR SON PROPRE PARTI



Ernest Moutoussamy, le député communiste de la première circonscription de Guadeloupe a de la tribune de l'assemblée nationale française, exprimé «la grande déception» des dirigeants communistes guadeloupéens après le rejet par le conseil constitutionnel du projet de loi sur l'assemblée unique.

Mais dans cette affaire, qui sont les déçus ? Ce sont ceux qui se sont fait des illusions et qui en ont semé !

A quel moment les Mittérrand les Mauroy et autres dirigeants socialistes ont-ils déclaré qu'ils avaient l'intention de décoloniser entièrement ou à demi les Antilles ?

A quel moment la politique menée par ces hommes dans le passé a-t-elle prouvé qu'ils s'engageaient réellement aux côtés des peuples qui voulaient retrouver leur liberté ? Ce n'est pas lorsque Mitterrand était ministre de l'intérieur en 1956 au début de la guerre d Algérie qu'il a montré son respect pour ceux qui aspirent à la dignité. Ce n'est pas non plus les ministres socialistes au gouvernement lors de la guerre d'Indochine. Et bien d'autres exemples montrent qu'en matière de décolonisation les hommes de cette gauche-là, cette gauche soucieuse du maintien de l'état et des intérêts des patrons et des riches, n'a jamais pris de mesures ni «avancées», ni «progressistes». Bien au contraire elle a su se montrer offensive dans la défense des intérêts de l'empire colonial français.

Non, il n'y a aucun fait, aucun geste qui pourrait faire penser que la gauche actuelle au pouvoir pourrait se montrer favorable aux peuples colonisés.

Alors, il n'y avait pas à avoir d'illusions sur un projet de loi du gouvernement colonial qu'il promette une assemblée unique ou pas. Il ne pouvait constituer «une chance historique», ni «permettre aux Guadeloupéens de prendre leurs responsabilités», comme s'évertuaient à le faire croire les dirigeants communistes dans la campagne d'explication qu'ils menaient.

Alors, si aujourd'hui ces dirigeants sont déçus et «sans enthousiasme» pour continuer à soutenir le nouveau projet du gouvernement sur le conseil régional, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux mêmes.

D'ailleurs, s'il est vrai qu'à certains moments la population peut se faire des illusions sur tel ou tel gouvernement, sur telle ou telle loi, il n'en est pas de même pour des dirigeants politiques qui affirment se battre contre la société capitaliste. En fait, ils n'ignorent pas que le gouvernement français est encore un gouvernement colonialiste, donc opposé aux intérêts des travailleurs.

Alors, la déception qu'ils ont affichée devant le refus du conseil constitutionnel d'accepter la loi Emmanuelli ne peut qu'être une déception hypocrite. Hypocrite, car bien qu'étant déçus, ils se déclarent encore prêts à enfourcher tous les chevaux de bataille présentés par la gauche française.

Marianne TIBUS.

MARTINIQUE: PROTESTATION DES ELEVES DU LYCEE SCHOELCHER CONTRE L'INTERVENTION POLICIERE

L'intervention de la police au lycée Schoelcher a causé une très vive émotion chez les lycéens en Martinique. Rappelons les faits :

Chaque année, dans les lycées de Martinique, les élèves, sitôt les conseils de classe passés relachent les travaux scolaires. Person ne ne peut le nier, et ça se fait dans tous les établissements. Pour donner un exemple, la fréquentation scolaire est moins assurée à l'approche des vacances. Au lycée de Trinité par exemple, les élèves organisent une matinée culturelle et sportive, le mardi de la sortie. A partir de midi il y a des «zouks». Il faut signaler que c'est uniquement à l'approche des vacances de fin d'année que cela se produit. Il n'y a pas d'autres cas, sauf exception, où une telle ambiance se produit au cours de l'année scolaire.

Cette année, le jeudi 16, il y avait des anciens élèves du lycée qui étaient venus jouer du tambour dans l'enceinte de l'école. Boudin, proviseur du lycée, habitué à avoir maille à partir avec des élèves déjà réputés, fait appeler la police. Rappelons que le Boudin en question ne dédaignait pas faire le coup de poing contre les élèves en grève il y a quelques années de cela. A un point tel que le journal Jeunesse d'Avant Garde lui avait consacré une bande dessinée où il ne se montrait guère à son avantage.

Bref, à l'appel du sieur Boudin, la police cerne l'établissement arrête 5 joueurs de tambour et les traîne à l'hôtel de Police.

Les élèves révoltés par un tel traitement vont protester devant l'établissement pour exiger la libération des personnes interpellées. C'est à ce moment que la police charge brutalement sans sommation et tabasse à tour de bras tout ce qui ressemble à un lycéen dans la rue garçons et filles ! La protestation sera immédiate. Dès le lendemain, le lycée Schoelcher est en grève. Un millier de personnes se rassembleront devant l'hôtel de Police et feront un concert aux policiers... à coups de tambours !

Il faut signaler le soutien accordé par certains professeurs aux élèves en butte à la répression policière.

Declaration de Gerard Beaujour au"point de vue de la presse régionale"à FR3 Martinique

Deux employés de la Municipalité de Fort-de-France sont suspendus et sont menacés d'être sanctionnés plus lourdement. Que leur reproche-t on ? D'avoir participé à un mouvement de grève à la Mainiel.

Les employés du Centre Hospitalier de Fort de-France sont en grève. Le directeur de l'Hôpital, membre du PCM réquisitionne les travailleurs pour les intimider et les empêcher de participer au mouvement. Le président du Conseil d'Administration, Darsières, secrétaire général du Parti Progressiste reproche aux travailleurs de prendre trop de congés maladie et par conséquent de mettre l'Hôpital sur la paille !

Les lycéens de Fort de-France selon une vieille tradition à l'approche des fêtes de fin d'année battent du tambour au lycée Schoelcher. A l'appel du proviseur la police intervient,arrête les tambouriers, et frappe brutalement les camarades de ceux ci qui exigeaient leur libération.

Ces trois actes de répression se déroulent aujourd'hui en décembre 1982, alors que la gauche est au pouvoir. Ils montrent une vérité d'évidence : la gauche n'a rien à envier à la droite en matière de répression. Gauche et droite mènent la même politique. Et il devient même de plus en plus difficile de les distinguer.

Tous les propos de la gauche disant que cela irait mieux quand Giscard et Barre seraient chassés, tout cela n'était que mensonges et démagogie. Comme sous Giscard, un proviseur peut se permettre d'appeler la police pour que celle ci frappe les lycéens.

L'appareil d'état, la police, l'administration sont demeurés identiques et frappent toujours les mêmes et dans ce cas bien précis, les jeunes lycéens.

Mais les hommes de gauche quand ils ont une parcelle de pouvoir s'empressent d'imiter la droite et de faire pareil qu'elle. Leur pouvoir, ils s'en servent pour réprimer, intimider et menacer les travailleurs !

Ces hommes-là, dont les amis et les maîtres gouvernent la France et ses colonies nous demandent de leur faire confiance pour que demain ils gèrent la Martinique à la place de Émile Maurice et Jean Maran !

Mais quelle confiance pouvons nous leur faire quand dès aujourd'hui nous les voyons à l'œuvre ? Quelle garantie avons-nous que demain nous n'aurons pas remplacé le personnel politique réactionnaire par des politiciens portant une étiquette de gauche, mais menant la meme politique que ces derniers. C'est ce qui s'est passé il y a 18 mois en France. Mais tous nous pouvons voir que la gauche ayant remplacé la droite, les travailleurs n'ont rien gagné au change !

Et la seule ambition des politiciens de gauche martiniquais est d'arriver au même résultat ici : s'installer dans les fauteuils des sinécures détenues par la droite et gérer les choses en l'état.

Alors, nous travailleurs avons autre chose à faire que de suivre la politique de ces messieurs. Ils ne tiennent compte de nous, de nos intérêts que lorsque nous leur faisons peur, que lorsque nous sommes mobilisés et déterminés

Notre lendemain, sera tel que nous le bâtirons, nous opprimés et exploités !

1983 sera une année bénéfique pour nous si nous tournons résolument le dos à ceux qui nous demandent d'adorer la chaîne qui nous étrangle, et si nous nous mettons à défendre résolument nous mêmes nos intérêts par la lutte.

GUADELOUPE :

Capesterre et Gosier: Deux accidents mortels, deux inculpations: mais le principal de LEP est libre et le chauffeur de transport en prison

Le proviseur du LEP de Capesterre, Lapin, a été inculpé après la mort accidentelle d'un élève de son établissement, électrocuté par une machine sur laquelle les élèves travaillaient.

Syndicats et élèves ont témoigné leur solidarité avec le proviseur. Si Lapin est responsable juridiquement de cet accident, en tant que proviseur du lycée, il n'est pas pour autant responsable du fait que l'administration ne donne pas de moyens pour construire des ateliers modernes ou rénover ceux qui sont défectueux. Des installations défectueuses restent souvent plusieurs années avant d'être améliorées, bien que le danger ait été signalé.

Mais même si Lapin n'est pas directement responsable de ce qui est arrivé, il subit malgré tout les conséquences du fait d'être le dernier maillon d'une administration qui fait retomber la faute sur le responsable le plus proche en cas d'accident. Le proviseur du LEP a donc été inculpé.

Quelques temps après, une autre personne était inculpée pour avoir été considérée aussi comme responsable de la mort d'un élève. Il s'agit du chauffeur de transport en commun impliqué dans l'accident du Gosier. Le cas parait assez similaire : là aussi, la faute est rejetée sur le responsable le plus proche, alors que c'est toute une organisation des transports qui est en cause : état des routes, nombre insuffisant de voitures, mauvaise organisation horaire qui fait que les transports sont encouragés à rouler vite etc. . .

Le chauffeur a lui aussi été inculpé.

Mais il est frappant que le proviseur inculpé soit libre, attende chez lui le procès, et continue à percevoir son salaire, alors que le jeune chauffeur du transport est en prison et ne peut plus travailler depuis l'accident.

Si la loi qui fait retomber sur un individu une faute qui incombe en réalité à un pouvoir, une administration, est injuste, elle est plus injuste encore pour certains que pour d'autres. Elle est différente pour un principal de lycée et pour un jeune chauffeur de transport en commun.

RESIDENCE VIEUX-BOURG ABYMES: L'INSECURITE FAUTE D'ECLAIRAGE

A la résidence Vieux Bourg Abymes (Grand Camp), les locataires vivent dans l'insécurité

Il n'y a pas d'éclairage aux alentours des immeubles ce qui pose de sérieux problèmes à ceux qui rentrent chez eux le soir. Etre plongé dans le noir c'est être à la merci d'agressions de toutes sortes. D'ailleurs de nombreux locataires se plaignent d'avoir été cambriolés ou agressés.

Pourtant cette résidence vient d'être construite et les installations électriques extérieures sont faites. Le problème c'est que que jusqu'ici la municipalité des Abymes n'a pris aucune mesure pour qu'il y ait de l'électricité

Cela fait deux ans, depuis que ces logements sont habités, que les locataires protestent contre le manque d'éclairage. Plusieurs lettres ont été adressées à la municipalité des Abymes.

Jusqu'ici rien n'a été fait.

Faudrait il qu'il y ait des cas d'agressions graves voire mortelles pour que la municipalité des Abymes se décide à trouver une solution ?

DOMINIQUE.

MESAVENTURE DE PATRICK JOHN :UNE PERIPETIE SUR FOND DE MISERE ET DE SOUS DEVELOPPEMENT

L'ex-premier ministre de la Dominique Patrick John n'a décidément pas de chance.

Après un premier séjour en prison lors de la venue au gouvernement de Eugénia Charles, l'actuel premier ministre, il avait été en effet en liberté. Puis récemment, il fut remis en prison. Puis le voilà de nouveau qui est relaché . . contre une caution de 30.000 F. ! Pour Madame Charles il n'y a pas de petits profits !

Mais, au delà des péripéties vécues par un ex-premier ministre, qui lui même avait jeté autrefois Desmond Trotter en prison pour plusieurs années sous une fallacieuse accusation d'assassinat, il y a toute la situation de la population dominicaine dans un pays pauvre, sans grandes ressources et qui trouve encore le moyen d'être pillé par une minorité de capitalistes locaux et étrangers.

La Dominique n'est pas pauvre : ses terres sont riches et fertiles. Son tourisme a attiré et pourrait encore attirer des milliers de gens qui contribueraient ainsi à fournir les capitaux nécessaires pour l'importation de machines et de matériel d'équipement indispensables à l'époque moderne.

La vie de la population de la Dominique indépendante pourrait être heureuse ou tout moins le plus heureuse possible en attendant que disparaisse l'impérialisme.

Mais voilà, l'État qui a succédé à la domination coloniale britannique en Dominique n'est pas celui des pauvres. Ce n'est plus «l'état des blancs» mais c'est encore celui des riches.

Madame Charles est noire, dominicaine, mais elle est l'émanation et le défenseur du pouvoir des riches. L'indignité du système colonial a pris fin. Le Peuple dominicain est fier de n'avoir plus pour le représenter les gouverneurs britanniques hautains et méprisants. Mais ils ont aujourd'hui à la tête du pays une classe dirigeante de bourgeois terriens et commerçants qui non seulement assure le pillage du travail des pauvres mais permettent aux sociétés anglaises de continuer elles aussi à extraire quelques richesses du pays.

Madame Charles et la bourgeoisie dominicaine ont aujourd'hui fait la preuve éclatante de leur incapacité à régler les problèmes économiques de la Dominique.

C'est sans doute parce que tant que la production agricole continue, permettant l'exportation des produits agricoles et donc l'enrichissement de la minorité bourgeoise qui vampirise le peuple dominicain, il n'y a pas pour la bourgeoisie de véritable problème.

Il manque de tout dans ce pays : les routes sont quasi inexistantes, il n'y a pas suffisamment d'hôpitaux, pas assez d'écoles et de maîtres, de médecins et d'infirmiers etc. . . les services publics sont défectueux ; cependant la classe dominante continue comme par le passé sur la lancée d'une exploitation traditionnelle : celle des petits exploitants agricoles et celle des ouvriers des fabrique d'huile et de savon.

Madame Charles ne veut pas toucher à ses pairs ; elle les comprend trop bien, étant elle-même une grosse possédante de la région.

Mais pour combattre l'insuffisance des équipements, des services publics, ce qui nuit malgré tout au bon déroulement des affaires et qui, en laissant la population dans le dénuement, alimente un mécontentement dangereux, madame Charles cherche du côté américain une aide. . . qui ne vient guère ! En dépit des discours de Reagan le président des États-Unis.

Aujourd'hui Madame Charles est amère les américains ne paient pas pour sa campagne anti-communiste et pour son rôle de chantre de la réaction dans la Caraïbe !

Est-ce pour cela qu'elle a jeté en prison celui qui était l'un des représentants ouverts de l'influence américaine dans la région quand il était au pouvoir ?

Toujours est-il que l'épisode montre à la fois l'embarras de Charles et sa mauvaise humeur !

Pour les travailleurs dominicains, un tel État des riches est à abattre. C'est une tâche qu'ils doivent se préparer sérieusement à accomplir. Tout comme les travailleurs des Antilles francophones ou ceux des autres Antillais indépendantes, la perspective qui doit être la leur, c'est celle d'un État indépendant de l'impérialisme, mais un état qui doit être celui des pauvres.

Si eux travailleurs dominicains ont déjà vérifié ce qu'est le pouvoir des Noirs riches — ce qui pour nous Antillais «français» est une bonne leçon à retenir — il leur reste à bâtir l'état des Noirs pauvres indépendant des Blancs (de l'impérialisme !) mais aussi des Noirs riches.

UN PENSIONNAIRE (TEMPORAIRE!) DE PLUS DANS LA PRISON DE POINTE-A-PITRE

BADINTER

Le ministre de la justice, Badinter, est en vacances à Saint Barthélémy. Il terminera ses vacances par une visite de la prison de Pointe-à-Pitre le 31 décembre prochain.

Cette vieille prison prévue pour 80 à 100 détenus en compte actuellement plus de 180. Elle est démunie de toute installation sportive. Seule une quinzaine de prisonniers ont la possibilité de travailler.

Bandinter pourra se rendre compte que la belle loi qu'il prépare pour, selon lui, améliorer le sort des prisonniers et leur réinsertion sociale sont inapplicables ici. Peut-être annoncera-t il comme d'autres l'ont fait en leur temps depuis 10 ans, l'acquisition d'un terrain de plusieurs hectares à Baie-Mahault pour construire une nouvelle prison.

LA GAUCHE SOUMISE, LA DROITE ENRAGEE

Les conseillers généraux ont voté à la majorité contre l'arrêt des débats sur le nouveau projet de loi sur la décentralisation des DOM-TOM.

Le groupe Michaux-Chevry, Bernier, la droite donc, a estimé qu'ils n'avaient plus rien à discuter puisque au cours même de leurs débats ici la loi était votée au parlement, à 7.000 km.

Ils ont donc estimé que le gouvernement qui leur avait demandé leur avis sur cette loi et qui devait faire voter la loi autour du 20 décembre, s'est fichu d'eux.

Eh oui les gouvernements français ne tiennent pas compte des élus d'ici. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Mais les gens comme Bernier et Michaux-Chevry qui aujourd'hui estiment leur dignité foulée aux pieds, ont toujours accepté toutes les courbettes, toutes les humiliations, et avec le sourire, du temps de De Gaulle, Pompidou et Giscard.

Au fond, c'est bien ce que la droite a toujours voulu, que le gouvernement français décide de tout de 7.000 km, sans tenir compte de leur avis.

Alors de quoi se plaint-elle aujourd'hui ?

Et en réalité ni la droite ni la gauche ne veulent mettre fin à cette situation.

Les uns et les autres obéissent à la voix du maître. . . qui vient de loin.

MARTINIQUE

DIVISIONS SYNDICALES

Le torchon brûle entre les organisations syndicales membres du Comité de Coordination des Syndicats de la Martinique. Le conflit actuel oppose la CDMT et Force Ouvrière d'une part à la CGTM. Les faits remontent à la proclamation des élections prud'homales qui ont vu 12 sièges sur 21 revenir à la CGTM, organisation majoritaire et de loin parmi ceux qui ont participé aux élections.

Sitôt les résultats connus, le secrétaire général de Force-Ouvrière, Fabian, accusait la CGTM d'avoir fraudé dans certains bureaux de vote, notamment à Macouba, et Fabien, actuel président du comité de coordination démissionnait de son poste. Et le conflit vient de rebondir avec le refus de la CDMT d'assurer son tour de présidence, en dénonçant le comportement «anti-unitaire et sectaire» de la CGTM.

Voilà donc un organisme «unitaire» qui a un sérieux coup dans l'aile. Créé à l'issue de la grève des fonctionnaires de 1979 le comité de coordination regroupait Force-Ouvriere la CGTM, la CDTM, la FEN (enseignants) et le cartel des Fonctionnaires. Le regroupement s'était fait à un moment où les fonctionnaires craignaient la perte de l'indemnité de vie chère de «40 %».

Mais depuis cette date le comité de coordination était tombé en sommeil : il n'y a pas une seule mobilisation véritable qui puisse être portée à l'actif du comité de coordination ! Son dernier acte fut l'envoi d'une lettre aux partis politiques de gauche leur demandant de s'unir pour les futures élections régionales. Cette initiative résonne comme une plaisanterie aujourd'hui, ceux qui prodiguaient des conseils aux partis se montrant incapables, non seulement de s'unir pour leurs élections professionnelles, mais s'entre déchirant à belles dents !

Les travailleurs ont-ils à s'attrister de la quasi dislocation du comité de coordination ? Certainement pas de même qu'ils n'ont pas de raison spéciale de se réjouir. Le comité de coordination était une structure vide, qui ne servait à rien et qui n'a rien fait pour les travailleurs au moment où Giscard-Barre étaient au pouvoir, et encore moins depuis que Mitterrand et les socialistes gouvernent.

Tout au plus peut-on remarquer que la seule attitude unitaire que peuvent avoir les réformistes, c'est l'unité dans l'inaction, au lieu de l'unité d'action. L'unité n'est compréhensible pour ces syndicats qu'à condition qu'il n'y ait pas concurrence et par conséquent à condition qu'il n'y ait pas d'enjeu. Mais sitôt que survient une occasion de discorde, si petite soit-elle les intérêts de boutique réapparaissent au grand jour.

C'est ce que nous avons pu vérifier ces jours derniers. Inutile de dire que si les travailleurs ont besoin d'unité, il s'agit bien que ce soit l'unité pour se battre et pour faire reculer les exploiteurs et les oppresseurs. Pas autre chose.

GUADELOUPE

SIG: Augmentations de loyer pour le mois de janvier

Certains locataires de la SIG ont déjà reçu les vœux de nouvelle Année de cette société. Il s'agit en l'occurrence d'un avis d'augmentation du loyer pour le mois de janvier. Et cette augmentation se monte pour certains logements à plus de 9 % ! Par exemple le loyer d'un appartement qui était de 712,71 F va passer à 800,89 F à partir du premier janvier.

Cette augmentation vient se joindre à beaucoup d'autres, celle de l'essence, du gaz de tous les produits de consommation courante en général dont les prix se sont mis à grimper à la sortie du blocage.

Quand aux salaires, le gouvernement vient se vanter d'avoir donné 4,3 % d'augmentation du SMIC en Guadeloupe ! Le pouvoir d'achat des travailleurs diminue donc rapidement en cette période de crise.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

ECHOS DE LA GREVE

MERCREDI 15, SUCCES DE NOTRE GREVE.

Nous étions environ 300 à défiler pour protester contre la politique d'austérité menée par la direction.

Cela faisait déjà 3 ans que nous ne nous étions pas retrouvés si nombreux en grève.

Et nous étions contents de savoir que malgré les intimidations, nous avons pu être suffisamment nombreux pour faire savoir aux autorités et à ceux qui nous dirigent que cela va mal à l'hôpital.

ADMINISTRATION DE GAUCHE : ADMINISTRATION DE DROITE.

Les travailleurs d'autres secteurs d'activité pourraient nous envier, nous travailleurs du CHFF. En croyant que tout marche pour le mieux chez nous.

En effet nous avons une direction essentiellement à gauche, un président du conseil d'administration à gauche et un gouvernement également de gauche.

Tout semble réuni pour qu'il n'y ait pas de bâtons mis dans les roues de ceux qui ont à charge de faire fonctionner l'établissement dans le sens des intérêts du public et sans remettre en cause nos conditions de travail.

Et pourtant, c'est loin d'être le cas. Car le gouvernement de Gauche mène la même politique d'austérité que l'ex-gouvernement de la droite. Et la direction de Gauche, comme au temps de la droite applique avec zèle les directives du gouvernement, sans même s'offrir le luxe des protestations verbales de ce temps-là.

Comme quoi pour s'en sortir, c'est sur nous mêmes, sur nos luttes que nous devons compter.

L'INTIMIDATION N'A PAS MARCHÉ.

Comme un vulgaire patron réactionnaire, le directeur a utilisé la réquisition pour tenter de nous faire peur et nous empêcher de participer au mouvement de protestation du 15 décembre.

Eh bien il en a eu pour son compte.

Nous avons su passer outre et être debout pour défendre nos intérêts.

DIRECTEUR BRISEUR DE GREVE.

Tel fut le thème d'une banderolle de la manifestation.

Comment pouvait-il en être autrement quand on sait que dans un certain nombre de services, la quasi totalité du personnel a reçu des lettres de réquisition, chose qu'il n'avait jamais faite auparavant.

DARSIERES PENSE ET AGIT EN PATRON.

Que le gouvernement de Gauche ait pris des mesures allant à l'encontre des intérêts des travailleurs et des malades cela ne gène pas Darsières président du conseil d'administration et ne nécessite pas de sa part l'idée de le dénoncer.

Que face à la politique menée à l'hôpital, la sécurité du personnel et des malades soient menacée il n'en a cure.

Que cette politique ait pour conséquence, un rythme trépidant et un surcroît de travail accompagné d'arrêts maladie, voilà ce qui le surprend.

Son problème, c'est qu'il y a eu 248 travailleurs au mois d'août qui ont pris au total 2043 jours d'arrêt maladie, soit environ 8 jours par agent à raison d'environ 3 agents par service, voilà pour le président la cause des problèmes que nous vivons à l'hôpital.

Comme on le voit, c'est la même argumentation que les patrons qui disent que si les prix augmentent c'est à cause des augmentations de salaire.

MARTINIQUE

BATIMENT : 32 OUVRIERS PEINTRES DE L'ENTREPRISE SMPR MENACES DE LICENCIEMENT

Depuis une semaine, les 32 ouvriers de la S.M P.R, (Société martiniquaise de peinture et de revêtement) ont l'arme au pied et veillent au grain.

En effet depuis quelques mois déjà, le patron de l'entreprise manœuvre pour tenter de licencier à bon compte. Et pour cela, il avait prévu de longue date son sale coup contre les ouvriers.

Ainsi, l'an dernier, aux environs du mois d'Octobre, le patron avait réuni l'ensemble des travailleurs pour leur tenir ce discours allèchant: «l'entreprise a-t-il dit, traverse de graves difficultés. Et pour les surmonter, il faudra donner un bon coup de pouce. De cela dépend l'avenir de l'entreprise, donc des emplois».

Le patron avait même poussé le culot, à fixer une échéance de 3 mois pour faire le point de la faillite ou bien de la survie de la société.

Bien entendu la combine a fonctionné, et le rendement a été si satisfaisant, que les 3 mois passèrent sans que le patron n'ait rien eu à dire, sinon qu'il y avait du travail pour au moins une année et demie !

Un an plus tard, le voilà de nouveau qui brandit l'épouvantail des licenciements collectifs. Et c'est 32 ouvriers qui sont menacés dans leur emploi.

Et là encore, le coup est combiné d'avance. Car, tout en menaçant de fermer la S.M.P.R., ce même patron dirige en parallèle une autre société du nom de S.A P.I.B.A.T faisant également de la peinture en batiment. Et comme il fallait s'y attendre, S.A.P.I.B.A.T., est en orbite pour prendre la succession de S.M P.R.

Mais là ne s'arrête pas le traquenard patronal. Ainsi, en licenciant avec l'accord des ouvriers ce même patron, sans aucun scrupule leur propose d'être réembauchés comme «tâcherons» à la SAPIBAT, bien entendu, ce faisant l'ouvrier lui laisse le bénéfice de ses indemnités de licenciement, et de plus il n'a aucune garantie de travail à long terme !

Du coté de l'inspecteur du travail, si celui ci affirme ne pas vouloir accepter les 32 licenciements, parce qu'il y a du travail programmé jusqu'au mois de mars prochain, il n'en demeure pas moins, qu'il est prêt à fermer les yeux sur un projet qu'il estime lui-même, à 15 licenciements plutôt qu'à 32 !

Donc là non plus, cela ne fait pas le compte. Le patron, lui, prétend ne pas avoir de contrat, mais ce patron a déjà embauché 7 artisans qui travaillent en sous-traitance pour SAPIBAT sur les mêmes chantiers que les ouvriers visés par les licenciements à S.M.P.R C'est donc la preuve, qu'une fois de plus, il cherche à les contraindre à accepter son marché. Il veut tout simplement tirer plus de profit du travail fourni. Il veut exploiter d'autant plus facilement, qu'une fois l'ouvrier hors du statut de l'entreprise mais toujours sous ses ordres, il pourra avoir un meilleur rendement, mais avoir également des ouvriers à la merci de ses moindres volontés.

Voilà ce que veut le patron de la S.M.P.R. Mais les ouvriers réagissent, et si leurs démarches auprès des instances légales restent sans lendemain, cela ne signifie pas qu'ils ne sauront pas trouver d'autres méthodes plus convaincantes.

M. RODON.

ECHOS DES ENTREPRISES

MÉTALLURGIE MARTINIQUE

SOCALTRA LES VRAIS ETRANGERS, CE SONT LES PATRONS !

Vogel, le directeur de la Socaltra a expulsé de l'entreprise, le secrétaire du syndicat des Garages. Ce dernier était venu acheter un casse-croûte à la cantine et discutait avec la cantinière.

La raison invoquée par Vogel était que l'ouvrier était étranger à l'entreprise et que cette décision qu'il prenait venait après une discussion qui s'était déroulée au Comité d'Entreprise : ainsi Vogel abritait son mauvais coup derrière le Comité d'Entreprise !

Pour nous, travailleurs, les seuls étrangers sont les patrons : ils sont étranger au monde du travail car ils sont les seuls à vivre sans travailler, en se contentant de profiter du travail des autres. Et lui Vogel est d'autant plus étranger qu'il vient de 7.000 km nous exploiter. Et nous saurons le lui rappeler en temps voulu !

DELATTRE-LEVIVIER . UNE FAUSSE PRIME de FIN D'ANNÉE.

Au mois de décembre 1981, nous avions fait un mois et demi de grève et nous avions obtenu un accord qui prévoyait une prime de 140 heures à la fin de 82 et de 173 heures à la fin 83. C'est sur cette base qu'avait été signée la fin de la grève.

Mais la direction a transformé l'accord en calculant la prime d'après le nombre d'heures de présence effectuées dans l'entreprise. Et les ouvriers absents ou malades perdent un pourcentage équivalent à la période non travaillée . Or ceci n'avait jamais été stipulé par l'accord que nous avions signé.

La direction n'en est pas à une filouterie près ! Pour nous, nous exigeons notre prime de fin d'année entière et sans diminution d'aucune sorte. Et si la direction veut récompenser les champions du travail, çà la regarde . elle n'a qu'à créer une nouvelle prime pour eux. Mais qu'elle ne touche pas à notre argent.

POINTE-A-PITRE

CIMENTERIES ANTILLAISES. A QUAND LES MILLIONS POUR EMPECHER LA POLLUTION ?

Nous respirons tous les jours la poussière de ciment des Cimenteries Antillaises, surtout nous qui travaillons dans cette entreprise ou dans les environs.

C est notre santé qui en prend un coup sérieux. A la longue nous risquons d'avoir de gros problèmes avec nos voies respiratoires et nos poumons. Nos voitures reçoivent aussi des bains de poussière. Celle-ci est dangereuse pour la carrosserie parce qu'elle durcit à l'eau. C'est tous les jours que ceux qui possèdent une voiture doivent laver celle ci.

Que la santé de centaines de travailleurs soit menacée, la direction des Cimenteries Antillaises s'en moque. Entreprendre des travaux pour empêcher la pollution lui coûterait trop d'argent.

Mais cela ne lui a rien coûté de sortir 5 millions pour la route du rhum !

SÉCURITÉ SOCIALE (MARTINIQUE)

NOTE DE SERVICE. . . SECRET

C'est parti, la direction mène l'enquête, et part en guerre contre tous ceux qui oseront révéler au grand public comment fonctionne ce service public.

C'est dans une note de service, que le directeur met en garde ceux qui enfreindraient sa loi. A en croire le ton de la note, le prochain qui se fera prendre à dire des vérités sur ce qui ne va pas à la Caisse, se fera taper sur les doigts.

Mais on ne peut s'empêcher de penser que si la direction tient tant à notre silence, c'est qu'elle a des choses pas claires à se reprocher. En tout cas qu'elle n'y compte pas car on ne se sent nullement solidaire des combines et des insuffisances de la direction.

LES PROMESSES DE LA DIRECTION. . . DU VENT.

La direction avait promis son désormais fameux plan informatique, pour le mois de décembre. Mais nous voilà déjà au 20 de ce mois, et elle avoue n'avoir rien rédigé à ce jour

Et ceci, alors qu'en ce moment même, le processus de fusion est en cours au Contentieux et aux Cotisations.

Nous voyons donc nos entrepreneurs de la direction construire au coup par coup, sans aucun plan. Sans aucune étude sérieuse alors que l'introduction de l'informatique va bouleverser nos conditions de travail. Mais qu'importe, ils sont à l'abri des mauvais coups. Ce sont les assurés qui paieront les frais, et nous salariés les faux-frais.

A moins que. . .

L'URSS PROCLAMEE EN 1922 N'EST PLUS



PARTIE DE L'URSS

Le 30 décembre sera le 60 ème anniversaire de la création de l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques). Evidemment le nouveau dirigeant de l'URSS, Andropov, a fait organiser de somptueuses manifestations en cette occasion.

Mais l'URSS actuelle n'a conservé, de l'URSS de 1922 que le nom. Cette "Union", si elle est réelle n'est plus depuis bien longtemps ni socialiste ni soviétique.

Elle n'est plus socialiste parce qu'elle ne s'insère plus dans un mouvement révolutionnaire destiné à favoriser la révolution mondiale, plus soviétique parce que les "soviets", les conseils ouvriers, organes de pouvoir des ouvriers révolutionnaires de 1917 ne sont plus que des structures administratives et bureaucratiques.

Et il ne faut pas s'y tromper, les communistes du monde entier qui sont appelés à se rendre à Moscou pour fêter "dignement" cet anniversaire n'ont plus rien à voir avec les délégués révolutionnaires de l'époque qui se rendaient aux congrès de la troisième internationale et par la même ont pu participer, pour certains, au congrès des soviets qui proclama "l'URSS".

Aujourd'hui ce sont des gens qui mènent une guerre d'oppression, qui torturent qui brûlent au napalm, qui bombardent les populations en Afghanistan, qui fêtent cet anniversaire, avec ceux qui les soutiennent. Ce sont des gens qui, dans certains cas mènent donc la même politique que les grandes puissances impérialistes à l'égard des peuples du monde : une politique d'oppression qui s'accompagne de sombres calculs, et d'interventions contre les travailleurs de ces pays en lutte.

"L'Union soviétique" mène depuis longtemps avec les "Etats-Unis d'Amérique" un jeu politique dont les peuples du monde entier font les frais.

Et si l'existence de l'Union Soviétique est une gêne pour l'impérialisme américain car il permet à toute une partie du globe d'échapper à l'emprise impérialiste, il n'empêche que ces deux "super - puissances" de l'est et de l'ouest s'entendent bien lorsqu'il faut baillonner les peuples et la classe ouvrière.

Il y va de l'intérêt, d'une part, de la bourgeoisie capitaliste, de l'autre, d'une bureaucratie totalitaire et privilégiée qui a repris pour son propre compte le pouvoir des ouvriers et paysans de 1917.

Pourtant, ceux qui proclament l'URSS le 30 novembre 1922, sont les ouvriers et les dirigeants révolutionnaires qui ont fait la révolution d'octobre 17, ceux qui ont été à la tête du parti Bolchévik, Lénine, Trotsky, et bien d'autres révolutionnaires illustres. Ce sont ceux qui, après quatre ans, de guerre civile, de 1918 à 1922, ont au prix de sacrifices inouis, refoulé aux confins du pays les armées "blanches". Ils ont vaincu les réactionnaires soutenus par les pays impérialistes, coalisés, pour abattre l'état ouvrier ; Rien à voir avec les Andropov et Tchebrikov d'aujourd hui.

L'URSS, c'est l'union fédérative de plusieurs pays. Ces derniers formeront tout d'abord quatre républiques : la république socialiste fédérative de Russie (région de Moscou-Léningrad), l'Ukraine la Russie Blanche, la Transcaucasie. Plus tard et jusqu'à aujourd'hui elles seront au nombre de 15, sur une superficie de 22.400.000 km2, formant le premier état du monde en superficie, avec 268 millions d'habitants (troisième mondial pour le nombre d'habitant).

UN ETAT REVOLUTIONNAIRE

Les révolutionnaires socialistes, les bolchéviks de la révolution d'octobre, avaient, dès la prise du pouvoir par les travailleurs proclamé "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", l'un des grands décrets de la révolution. Cela signifiait que le gouvernement révolutionnaire de Moscou et Pétrograd (aujourd'hui leningrad) permettait à tous les peuples anciennement dominés et exploités par la grande Russie de prendre leur indépendance s'ils le désiraient.

Car il faut savoir que la Russie est une Mosaïque de peuples. Ces derniers sont parfois très différents : entre les peuples d'Ukraine et ceux des confins asiatiques de l'URSS il y a une différence de langue, de civilisation, de moeurs, de type physique. De même, entre ceux du Kazakstan qui se trouve aux confins de la frontière turque et ceux qui vivent près de la frontière finlandaise.

Mais la révolution ouvrière et paysanne embrasa tous ces pays et dans chacun d'entre eux les travailleurs prirent le pouvoir, contre les troupes réactionnaires. Lorsque les troupes bourgeoises furent vaincues sur tout le territoire, les bolchéviks durent à la fois permettre la manifestation du sentiment national, légitime, de chaque peuple et en même temps unifier le pays. Ils créèrent donc avec l'accord des peuples en question un régime fédératif.

Plus tard avec la dégénerescence de l'état ouvrier, avec la montée de la bureaucratie stalinienne, Staline réprimera par contre férocement toute tentative d'expression du sentiment national de ces peuples.

Toute manifestation de ce genre fut prétexte à la déportation, à l'emprisonnement à la répression militaire. Et aujourd'hui, on peut dire que les peuples d'URSS sont brimés et opprimés par le pouvoir bureaucratique de Moscou.

L'état soviétique n'étant plus un état révolutionnaire il n'a pu permettre la totale émancipation de ces peuples. Au contraire, il a tout fait pour centraliser et unifier bureaucratiquement sans tenir compte des aspirations et des sentiments de chaque peuple.

C'est parfois là que réside le sens de la lutte de certains "dissidents" juifs qui subissent effectivement l'oppression raciale et nationale.

C'est aussi celui de musulmans par exemple, qui sont opprimés dans certaines républiques, où on les empêche, par la force parfois, de pratiquer leur culte.

C'est ainsi que Staline déplaça ou dispersa des peuples entiers quand il ne les extermina pas.

L'URSS telle que la concevaient Lénine, Trotsky et les révolutionnaires bolchéviks devait être la "première tranche" d'une fédération mondiale des "soviets". C'était dans l'esprit de Lénine, qui l'a dit clairement très souvent - la première avancée vers un monde unifié entièrement et géré de manière socialiste, sans classe sociale.

Pour cela, bien sûr, il aurait fallu que des révolutions ouvrières éclatent dans les autres pays. En particulier en Europe occidentale et en Asie. Ce ne fut pas le cas, ou bien elles échouèrent, laissant par là même l'oeuvre des socialistes révolutionnaires de 1917 inachevée.

L'URSS dont on parle aujourd'hui n'est donc que la partie d'un corps, partie qui se serait développée seule, c'est donc quelque chose de monstrueux.

Et cette monstruosité se traduit notamment par l'oppression de millions d'êtres humains et par une politique qui, au lieu de contribuer à la libération de l'humanité, contribue au contraire à son écrasement.

Il faudra que la classe ouvrière et les révolutionnaires se réclamant de la tradition bolchévique, du combat libérateur et des combattants révolutionnaires des années 1917 à 1920, achèvent l'oeuvre commencée il y a plus de 60 ans. Ils ne pourront le faire qu'en luttant farouchement contre l'impérialisme qui opprime les peuples, mais aussi contre les bureaucratie des Andropov et autres successeurs de Brejnev qui en fait autant.

Pierre Jean Christophe

L'ARMEE D'AFRIQUE DU SUD INTERVIENT A NOUVEAU

La semaine dernière, les troupes de l'Afrique du Sud sont intervenues au LESOTHO. C'est devenu une habitude. Régulièrement, les forces armées de cet état raciste envahissent les pays voisins ; Angola, Zimbawe, Mozambique, Namibie. . .

Cette fois-ci et pour la première fois, c'est le LESOTHO qui en est la victime. Le raid sud-africain fit 35 mort dans la capitale du pays Maseru. Le but avoué des racistes était de tuer les militants de l'ANC qui luttent contre eux. Ce but, le gouvernement sud-africain ne l'atteindra jamais. Il ne pourra jamais empêcher que des noirs relèvent la tête et se révoltent contre sa férule et la mainmise des blancs racistes sur cette région de l'Afrique.

POUR SOUTENIR VIRGINIE TOM, MAX SAFRANO ET PETER ALEXANDER EMPRISONNES:

-- Venez nombreux à la Prise de Parole organisée à Petit Canal au bourg le mercredi 29 décembre à 18 H 30 !

Par le comité de soutien aux emprisonnés constitué de «Combat-Ouvrier, MPGI, GRS, GTAG, Comité de soutien des travailleurs de la sécurité sociale, Comité de soutien des travailleurs des Nouvelles Galeries.

ENCOURAGE PAR LES USA, UN IMPORTANT GROUPE ARME D'OPPOSANTS AU REGIME TENTE DE PENETRER AU NICARAGUA

Depuis quelques jours, de nouveaux combats ont éclaté au Nicaragua. Dans ce pays d'amérique centrale, en 1979, la guérilla Sandiniste, qui se dit de gauche et proche du régime Cubain, a renversé le dictateur Somoza, dont la famille était au pouvoir de père en fils, depuis 1936.

Comme toutes les dictatures des pays d'Amérique Latine et d'Amérique centrale, la dictature de Somoza était à la solde de l'impérialisme américain qui considère cette région comme une chasse gardée.

La victoire de la guérilla Sandiniste a donc inquiété l'impérialisme américain, d'autant plus que dans cette région du monde où les populations subissent une extrême misère et le poids de dictatures sanguinaires, la guérilla s'est développée dans différents pays (Guatémala, Salvador). Une victoire de la guérilla au Nicaragua ne pouvait qu'encourager le développement de tels mouvements.

Le gouvernement américain n'est pas intervenu directement au Nicaragua, mais il arme et finance une opposition Somoziste au régime sandiniste actuel. Pour surveiller de plus près le Nicaragua et pouvoir intervenir plus facilement, le gouvernement américain a installé ses bases et ses conseillers militaires au Honduras, pays voisins du Nicaragua, et dont le régime reste à la solde du gouvernement américain.

C'est ainsi que tout récemment, une troupe d'hommes armés, 150 selon les autorités sandinistes, s'est introduite sur le territoire du Nicaragua, en venant du Honduras. Cette intrusion a donné lieu à des combats à la frontière, et la troupe en provenance du Honduras a finalement été repoussée.

Le gouvernement américain n'est certainement pas prêt à accepter l'installation de régimes qui ne seraient pas entièrement sous sa tutelle dans cette partie de l'Amérique Latine. Et ceci même si ces régimes, comme celui du Nicaragua recherchent le dialogue et les aides économiques des Etats-Unis. Cette solution de dialogue et de négociation paraissait en bonne voie depuis avril dernier, avant que le regain de tension actuel ne se fasse jour ! Car si les USA veulent la paix en Amérique centrale parce que les conflits nuisent à leurs intérêts économiques, ils veulent une paix dictée par eux.

Le régime sandiniste serait prêt à s'entendre avec les américains. Mais ceux-ci ne le veulent que pieds et poings liés à leur domination impérialiste. Tant que le régime sandisniste se posera en régime indépendant des USA, ceux ci continueront à intervenir indirectement, et peut être directement contre lui.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728